

### Mesures prises par le Canada

La Déclaration de l'Okanagan ainsi que la création du Comité des ministres étaient des initiatives canadiennes.

KUALA LUMPUR, octobre 1989

Le Sommet du Commonwealth a eu lieu à Kuala Lumpur à une période où les changements se multipliaient en Afrique du Sud. Le président de Klerk avait mené sa campagne pour les élections de septembre 1989 sur un thème de réforme et avait par la suite interprété sa victoire (avec une majorité réduite) comme un mandat en faveur d'une réforme "ordonnée". Il a affirmé que "la porte s'ouvrait sur une nouvelle Afrique du Sud".

Juste avant la réunion de Kuala Lumpur, le président de Klerk a libéré huit importants prisonniers politiques, dont Walter Sisulu, a fait preuve d'une tolérance nouvelle et bien accueillie devant les protestations politiques et a parlé d'une manière précise de la nécessité d'apporter des changements fondamentaux.

Dans ce climat plus prometteur, le Commonwealth a accepté de donner au président de Klerk une "marge de manoeuvre" d'environ six mois pour lui permettre de concrétiser l'objectif qu'il avait exprimé de démanteler l'apartheid.

Dans sa déclaration intitulée "Afrique australe d'une stratégie pour l'avenir" le Commonwealth a reconnu qu'il y avait eu des changements en Afrique du Sud, mais qu'ils n'étaient pas suffisants. Il (à l'exception du Royaume-Uni) a déclaré que les sanctions seraient maintenues et les pressions accrues; pour ce faire, il a prié les banques et les institutions financières de réduire le crédit à l'exportation à une période de 90 jours, a demandé aux gouvernements de ne pas assurer les risques en Afrique du Sud en matière de crédit commercial officiel et d'assurances et a encouragé l'ONU à renforcer l'embargo sur les armes. Les chefs de gouvernement ont aussi appuyé l'établissement d'une agence indépendante chargée d'étudier les liens entre l'Afrique du Sud et le milieu financier international et d'en faire rapport.

### Mesures prises par le Canada

Le Canada a imposé, avant septembre 1989, toutes les sanctions sur lesquelles on s'était entendu à Kuala Lumpur. En outre, il a prolongé l'interdiction d'exporter des produits de haute technologie et a resserré sa politique sur les contacts sportifs et les contrats avec les sociétés à participation sud-africaine majoritaire. Le Canada s'est aussi engagé à consacrer 50 000 \$ par an au fonctionnement du Centre d'étude de l'économie sud-africaine et de ses liens internationaux.